La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1025 - octobre 2002 - SOMMAIRE :

• ÉDITORIAL

page 3 **L'avenir se décide aujourd'hui** M-L DUBOIN.

L'échec du Sommet sur le "développement durable" est dramatique mais très logique.

• ACTUALITÉ

page 2 **Fermeté et ouverture** CAROLINE ECKERT.

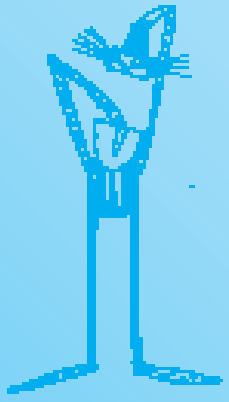
Deux poids, deux mesures, sous le gouvernement Raffarin.

page 5 **Un congrès réconfortant.** JEAN-PIERRE MON.

Le neuvième congrès de BIEN marque enfin une évolution vers des propositions plus "distributives"

page 7 **Lettre ouverte au Ministre de l'économie.** ROLAND POQUET.

Votre pensée a un demi-siècle de retard...



• RÉFLEXION

page 6 **Prolo, mon ami.** RÉMY MOURIN.

Vers libres nés en vacances

page 9 **L'énergie éolienne** JEAN-FRANÇOIS AMARY.

Quelques précisions et commentaires complétant l'étude précédemment rapportée.

page 10 **Vive le Roi** PAUL VINCENT.

Il s'agit de celui de Thaïlande, une exception sans doute.

• LECTURES

page 4 **Les divagations d'un rêve-la-lune** HENRI MULLER.

Les propositions de J-L Borloo ne sont, comme tant d'autres, que des utopies ne s'attaquant qu'aux effets sans en chercher la cause

• TRIBUNE LIBRE

page 11 **Néo-colonialisme** JEAN LE RIGOLLEUR

La rafle du CAC 40 CLAUDE ROBIN

page 13 **Saint patron des libéraux** MARC DEVOS

page 14 **Courrier des lecteurs**

pages 15 et 16 **Avez-vous déjà pensé à ceci ?**

Résumé de nos thèses, présenté sur deux pages pour pouvoir les découper et les reproduire afin de les diffuser.

Fermeté et ouverture

par Caroline Eckert

«Nous agirons avec fermeté et avec ouverture» avait promis le Premier ministre au soir des élections législatives, comme nous l'avons noté déja[1]. Comme prévu, cette promesse, ou plutôt cette menace, a déjà conduit à de nombreuses décisions discriminatoires. Voici deux exemples qui concernent des évènements survenus au cours de l'été.

DU CÔTÉ DES SALARIÉS …

En ce qui concerne les revenus, Jean-Pierre Raffarin n'a rien inventé. Il y a en effet longtemps que les gouvernements successifs agissent *«avec fermeté»* quand il est question d'augmenter (ou non) les revenus les plus bas et *«avec ouverture»* quand il s'agit de catégories plus aisées. Les décisions prises au mois de juillet n'ont donc rien de surprenant : le Smic est augmenté de 1,8 % à 2,4 % selon que le salarié est payé pour 35 ou 39 heures hebdomadaires[2], tandis que les parlementaires ont généreusement décidé d'accorder une augmentation de 50 % au chef du gouvernement et de 70 % aux ministres[3]. Ce ne sont pourtant pas eux qui devront supporter la hausse de 3,68 % du prix de la Carte orange en Ile-de-France[2]. En cette circonstance comme en d'autres, nos gouvernants se sont comportés comme les dirigeants des grandes entreprises, s'octroyant à eux-mêmes ce qu'ils refusent à leurs employés sous prétexte que cela mettrait leur activité en péril.

… ET DES JUSTICIABLES

Ahmed Meguini, 25 ans, est membre du collectif *No Border* qui milite *«pour la liberté de circulation et d'installation en Europe et contre les dispositifs sécuritaires»*. À Strasbourg, siège de l'ordinateur central du Système d'Information Schengen (SIS), plus de 200 personnes du collectif s'étaient réunies fin juillet. Une manifestation tourne mal et un policier a une main fracturée. *«Le capitaine de police en est sûr, c'est Ahmed Meguini ... Interpellé un peu plus tard ..., écroué, il a été présenté en comparution immédiate le surlendemain au tribunal ... mais sa remise en liberté a été refusée»*[4]. Malgré *«les discordances entre les témoignages des policiers»* mises en évidence par son avocat lors du procès qui s'est tenu le 21 août, Ahmed Meguini a été condamné à huit mois d'emprisonnement, dont trois fermes, et à trois amendes pour un montant total de 1.187 euros. De plus, *«alors que d'autres manifestants étaient encagoulés, lui ne l'était pas... Cofondateur du Mouvement spontané des citoyens dans la rue créé entre les deux tours des présidentielles, il a ... organisé plusieurs manifestations parisiennes et en a même souvent demandé l'autorisation»*. La rumeur dit que c'est justement à cause de son activité militante que les policiers l'ont reconnu et que le jugement a été rendu *«avec fermeté»* !

Quelques jours plus tard on apprenait que les tribunaux alsaciens savent aussi juger *«avec ouverture»*. Le couple qui en a bénéficié habite à Mutzig, à une trentaine de kilomètres de Strasbourg. Fin août, la police découvre dans leur F3 *«un atelier clandestin de fabrication de munitions et un arsenal important d'armes de 1ère et 4eme catégories, ainsi que des documents néonazis»*[5]. L'appartement devait être bien rempli puisque ce sont *«plus de 16.000 cartouches [...], 8.000 douilles, 9.850 amorces, 14.000 ogives, 8 kg de poudre, ainsi que tout le matériel nécessaire à la fabrication des munitions [et] une vingtaine d'armes à feu»* qui s'y trouvaient. Le journal précise également qu'il y avait quatre barrettes de résine de cannabis, comme si cela pouvait être d'une utilité quelconque pour la fabrication de munitions, puis arrête là ce qui commençait à ressembler à une liste à la Prévert. Alors même que, selon la police, l'entreprise *«semble se hisser nettement au-delà de l'amateurisme»*, et malgré une condamnation *«en 1996 à dix-huit mois de prison avec sursis pour usage et trafic de stupéfiants, en l'occurence de l'héroïne»*, le couple a été laissé *«en liberté sous contrôle judiciaire, contre l'avis du parquet, qui avait requis le mandat de dépôt»*.

Comment faut-il comprendre une telle mansuétude accordée aux uns pendant que la plus grande sévérité est accordée à l'autre ?

1. Voir *GR* 1023, juillet 2002.
2. *Le Monde*, 30/06/02.
3. *Le Monde*, 03/08/02.
4. *Le Monde*, 23/08/02.
5. D'après le site internet *www.lemonde.fr*, *23/08/02*.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

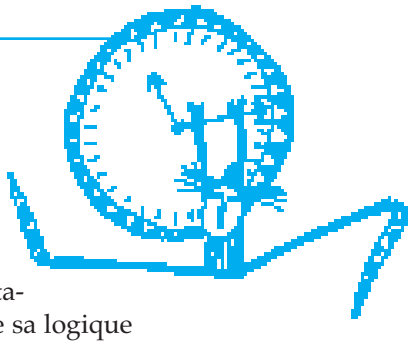
M. Quinet 28,53 – C. Robin 9 – J.J. Rousseau 3,53 – J. Frigout 38,11 – R. Barbier 8,53 – R. Godart 8,53 – E. Demari 20 – J. Richard 25 – C. Stenger 8,53 – J. Decobert 8,53 – Mle Buet 48,53 – G. Desaimard 8,53 – A. Joffre 2,53 – Anonyme 30.

Total 247,88 euros

Merci à tous !

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).

L'avenir se décide aujourd'hui.



par Marie-Louise Duboin

Si l'horreur des attentats du 11 septembre 2001 a pu faire espérer que ceux qui orientent l'avenir de la planète allaient enfin se demander comment, avec tant de moyens, notre monde avait pu en arriver là, on peut, hélas, constater un an après, qu'il n'en a toujours rien été. Et, stimulés par la position de G.W.Bush déclarant que ne pas soutenir inconditionnellement sa politique c'était cautionner le terrorisme d'Al-Qaïda, ceux qui jugent à l'emporte-pièce reprochent stupidement aux autres leur "anti-américanisme primaire". Dans cet obscurantisme qui prévaut encore, on aurait peut-être pu déceler une pâle lueur d'esprit critique ou l'ombre d'un refus de totale soumission à "l'unilatéralisme" du Pentagone dans l'attitude de certains gouvernements européens à déclarer que l'ONU avait son mot à dire… Mais si c'est pour accepter ensuite de suivre, cette seule note d'optimisme que j'avais cru trouver dans l'actualité dont les grands médias nous informent, se révèlera n'être que poudre aux yeux. Car elle est sombre, l'actualité, en cette fin d'été où les "nations unies" ont échoué à définir à Johannesburg ce qu'on appelle un "développement durable", c'est-à-dire comment s'assurer que notre culte de la croissance laisse aux générations futures les moyens de vivre.

Cet échec est à la fois dramatique et très logique.

Dramatique parce qu'il est maintenant certain que la vie sur terre est sérieusement en danger. Le rapport publié par le programme des Nation Unies pour l'Environnement est très étayé et très clair : le monde est fragilisé, la dégradation de la qualité de l'air et des ressources en eau, si elle se prolonge, mettra en danger des millions d'êtres humains; des milliers d'espèces de mammifères et d'oiseaux sont déjà directement menacées. Tout dépend donc des mesures qui seront prises dans les quelques années prochaines, et même si ces mesures sont importantes, leur effet ne sera qu'à très long terme. Alors qu'il faudrait agir vite et fort, aucune mesure sérieuse n'a pu être adoptée, car, et c'est le rapport qui conclut : *«l'état de la planète se dégrade, mais, pour beaucoup, les affaires continuent comme à l'accoutumée.»*

Mais qui pouvait croire au succès de ce sommet des nations ? Il est bon que se soit manifestée une certaine prise de conscience que les atteintes à l'environnement compromettent l'avenir. Mais une autre est maintenant nécessaire : celle que le problème tel qu'il reste posé est insoluble, pour la simple raison qu'il y a incompatibilité fondamentale entre économie capitaliste et "développement durable". Comment donner la priorité au souci de sauvegarde des êtres humains, présents et à venir, de l'environnement, des ressources non renouvelables et de la diversité, puisque par définition, la priorité pour le capitalisme, c'est sa propre croissance ? Que sa logique est de tout soumettre à cette croissance-là ? Qu'ainsi la main d'œuvre, qui doit lui être soumise maléable et flexible, constitue, avec l'environnement et les autres ressources, des charges, des coûts qu'il lui faut minimiser ?

Le monde n'est pas conduit par des responsables politiques chargés de décider entre les différentes voies que pourrait prendre l'économie. Ils ont remis ce pouvoir aux mains de quelques décideurs à la tête de quelques centaines de grosses entreprises multinationales dont l'objectif est clairement défini et jamais remis en question puisqu'il fait partie de la logique du système : il s'agit d'assurer le "retour sur investissements" le plus élevé et le plus rapide possible. C'est la croissance aveugle et le court terme[1]. Il y a donc une totale incompatibilité entre ce double objectif très clair et les plus louables aspirations vers plus de respect pour les hommes et pour la nature. C'est même l'opposé de ce qui pourrait assurer un "développement durable".

Ce sont les investisseurs internationaux qui orientent l'économie générale de la planète, donc, en fait, qui décident de son avenir. Leur objectif n'étant pas de sauver la planète mais de la soumettre à leurs profits financiers à court terme, à quoi bon débattre quelle orientation différente serait souhaitable ?

C'est le pouvoir d'orienter son économie que l'humanité doit maîtriser, directement, sans passer sous les fourches caudines de la Finance et sa croissance obligée. Et c'est bien là l'objectif que nous poursuivons en défendant une *économie distributive* et non plus financière.

Cette maîtrise est nécessaire à tous les niveaux. Au niveau mondial, on vient de le voir. Et ceci passe par les gouvernements des États, ou des groupes de nations démocratiques, où il faut d'abord que le pouvoir politique reprenne en main le pouvoir d'orienter l'économie en retrouvant le droit régalien sur la création de la monnaie légale. Enfin au niveau de l'individu, il importe de reconnaître à chacun ses droits économiques, sa part des richesses produites, en lui assurant à vie un revenu décent. C'est grâce à cette assurance que la motivation de ses activités pourra changer., et qu'il ou elle pourra décider de sa participation à la société sans avoir à *se vendre*. Maîtriser l'orientation de sa propre vie sans être obligé de l'asservir à la rentabilité marchande.

Alors seulement l'humanité se donnera les moyens d'arrêter les dégâts de sa folie actuelle.

S'il est encore temps…

1. Voici comment raisonnent les agences de notation, dont les notes qu'ils attribuent aux entreprises déterminent les choix des investisseurs : *«Nous regardons l'endettement de l'entreprise, ses engagements sociaux ou environnementaux n'ont aucun impact sur notre évaluation. Théoriquement, cela pourrait même avoir un impact négatif car un investissement environnemental signifie un coût supplémentaire pour l'entreprise.»* (interview auprès de l'Agence *Moody's* réalisée par L.Belot pour *Le Monde*, 7/6/2002).

Les divagations d'un rêve-la-lune

J-L Borloo n'est pas seul, loin s'en faut, à vouloir renverser le "système" qui régit notre quotidien. Mais son analyse[1] se borne aux effets d'une cause dont il semble ignorer la nature : l'inadaptation des usages monétaires aux situations de pléthores qu'il est donc nécessaire de combattre. (L'abondance tue le profit, prélude à la plupart des "crises"). Aussi, ses propositions visant à dégraisser d'une part de ses attributions, à "casser l'État central", à créer des gouvernements de proximité, à réaliser une sorte de fédéralisme provincial voisin de l'autonomie administrative et financière, ne font-elles que des ronds dans l'eau. Elles déplacent les problèmes financiers sans les résoudre.

C'était déjà l'idée de François d'Aubert d'alléger l'État d'en haut, de libérer les Régions de sa tutelle. Là où le fédéralisme s'est enraciné (Allemagne, États-Unis, Espagne, Russie) les choses vont-elles mieux ? A-t-on résolu le problème de la pauvreté face aux gaspillages, celui de l'insécurité, celui de l'amoralité qui enrichit, le conflit éthique-efficacité, utilité-rentabilité, l'exploitation du besoin, du travail, de la peur, du malheur, de la crédulité d'autrui à des fins mercantiles ? Et que dire de l'injuste répartition des richesses, de la condition des familles et des individus victimes de la malchance, des exclus ?

J-L Borloo veut que l'État cesse de contrôler l'utilisation des fonds qu'il délègue aux autorités régionales ou locales. Il cloue au pilori l'État Jacobin, centralisateur, touche-à-tout, la technocratie des Ministères centraux. Il a raison mais une pareille technocratie se développera au niveau régional. Ne s'exerce-t-elle pas déjà, en matière d'équipements, auprès des élus locaux, assez souvent incompétents en matière technique ou financière ?

Il veut briser les structures de l'État pour laisser aux villes et aux provinces la liberté de leurs choix. Il concède cependant à l'État la collecte de l'impôt, sans toutefois en préciser l'assiette. Il appartiendra ensuite à celui-ci de redistribuer "égalitairement" (??) le fruit de cette collecte, à charge pour les Régions d'y adapter leurs besoins. De quoi stimuler l'activité des lobbies, le copinage de tradition.

Les gaspillages, autre cheval de bataille de l'auteur. Ils sont partout et alimentent la croissance au même titre que les vols, les opérations mafieuses, les dépenses somptuaires des grandes entreprises, les activités parasites, les guerres et l'État n'est pas en reste, premier client pour maints fournisseurs. Il en ira de même au niveau des Ministères et des Parlements régionaux avec la multiplication des infrastructures et de leurs personnels. Il faudra,en plus, recaser et indemniser les personnels licenciés des services sociaux, orbitant autour des caisses d'allocation, une autre idée de J-L Borloo étant de remplacer le RMI par un revenu d'activité.

On comprend qu'il s'agit de diriger les chômeurs vers des activités d'intérêt public, version abrégée de ce service social, l'un des piliers d'un système à monnaie de consommation, mais de cette monnaie, J-L Borloo n'a cure, se bornant à reporter les charges du chômage sur l'ensemble des contribuables. On ne tiendra compte ni des localisations, ni des qualifications, ni du libre choix des intéressés. C'est le marche-ou-crève tel qu'il se pratique en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

À recaser pareillement les fonctionnaires dégagés des ministères centraux, il est certain que ni le sérail politique et administratif, ni la technocratie qui vit sur l'État jacobin ne souhaitent la disparition d'un pareil fromage.

Quant au Président, chantre d'un État fort, ses vues ne sont pas celles de J-L Borloo, loin s'en faut. S'exprimant devant les Maires de France, il avait mis l'accent sur la cohésion nationale, la souveraineté, soucieux de restaurer l'autorité de l'État. Il fallait mettre un baillon discret au trublion pressé d'en démanteler les rouages. Comment s'y est-on pris ? Tout simplement en faisant de J-L Borloo un ministre de la Ville et des Affaires sociales, contraint de jouer les godillots au service du Maître. Une hypothèse somme toute plausible.

La seule révolution qui vaille serait une révolution monétaire, la clé, le sésame d'un véritable changement de société conforme aux aspirations de la multitude. Mais J-L Borloo n'en souffle mot et son livre n'ajoute qu'un chapitre à la longue liste des utopies réformistes qui entendent changer la vie tout en conservant le système du profit, de formation des revenus associés à la circulation de l'argent. De là s'est répandu un déluge de codes visant à réglementer cette circulation restée cependant anarchique, impuissante à distribuer équitablement les fruits du labeur commun, chacun s'efforçant de s'emparer, légalement ou non, du revenu d'autrui pour former le sien.

Réorganiser. C'est le maître-mot de la cohorte des réformateurs. Chaque potentat local le conjugue à tout-va et comme tout pouvoir est éphémère, les réorganisations successives finissent par se chevaucher dans une sainte pagaille. J-L Borloo n'échappe pas à ce travers et pédale à son tour dans la choucroute dès qu'il s'agit de financement, partant au galop sans trop savoir où il va, les écueils qui l'attendent quand il faut déloger, remplacer des prébendiers attablés à la grande mangeoire budgétaire, vaincre des résistances campées sur leurs privilèges.

De la gesticulation sans plus.

Henri Muller.

1. *Un homme en colère*, Jean Louis Borloo, Ramsay éd., mars 2002.

Un congrès réconfortant

par Jean-Pierre Mon

Malgré les vacances, l'actualité n'a pas chômé. Citons de manière non exhaustive et dans le désordre : les premières mesures du gouvernement Raffarin et la cacophonie les accompagnant, les nouvelles faillites frauduleuses et retentissantes de transnationales célèbres, encore l'occupation et la guerre en Palestine, le sommet de Johannesburg, les catastrophes climatiques dans le sud de la France et un peu partout dans le monde, les préparatifs de guerre contre l'Irak parce que ce pays posséde de très grandes réserves de pétrole qui intéressent G.W.Bush, la reprise économique qui se fait toujours attendre, les Bourses qui baissent … Difficile de faire un choix, dans cette conjoncture pour le moins mouvante. Et l'économie distributive dans tout cela ? Eh bien, justement, je vais vous en parler.

Du 12 au 14 septembre s'est tenu à Genève, au Bureau international du travail, le 9ème congrès international du Réseau européen pour l'allocation universelle, connu aussi sous le nom de BIEN[1]. Certains d'entre vous se rappellent que cette association a été constituée à Louvain la Neuve en 1986 à l'initiative de Philippe Van Parijs, Professeur d'éthique économique et sociale à l'Université catholique de Louvain. M-L Duboin y avait alors présenté un papier intitulé *"Guaranteed income as an inheritance"*[2] dans lequel elle rappelait les théses de l'économie distributive qu'elle opposait aux propositions redistributives faites par tous les autres participants, propositions qu'elle qualifiait de mesures conservatrices, qui ne pouvaient que faire perdurer le système socio-économique en vigueur. Elle en indiquait les conséquences dans un raccourci percutant : *«Be fed and shut up !»* (Mange et tais-toi !) et soulignait l'importance d'un service social permettant à chacun d'être un véritable citoyen. Au fil des congrès, tous les deux ans, nous avons continué à débattre de la nécessité d'assurer à tous, individuellement et inconditionnellement, un revenu qui ne soit pas un revenu minimum, presque une aumône comme le proposent encore certains. Nous en avons suivi des séances où l'on nous infligeait savants calculs et courbes tarabiscotées pour expliquer qu'on arriverait à financer ce revenu minimum en ne touchant surtout pas au système !

Mais lentement, les choses évoluent. D'abord, BIEN se mondialise rapidement : des représentants de pays d'Afrique, d'Asie, des Amériques y participent en nombre grandissant. Ensuite, on discute un peu sur l'inconditionnalité initiale[3] et le revenu n'est plus maintenant minimum mais suffisant pour couvrir les principaux besoins vitaux, y compris les besoins culturels et de formation. Enfin, mais très timidement, on évoque la possibilité d'un financement du revenu garanti par des monnaies parallèles. En bref, la redistribution semble faire place à la distribution !

Le congrès de Genève dont le thème général était *"La sécurité du revenu : un droit"* a rassemblé plus de 250 personnes dont environ 130 intervenants dans les 20 sessions programmées. Citons parmi eux, le Premier ministre du Mozambique, un Sénateur de l'État de Sao Paulo (Brésil), de nombreux délégués sud-africains… La presse locale, l'*Agence France Presse*, *Associated Press Newswires* et même le *Financial Times* en ont donné des compte-rendus détaillés.

Ce qui me paraît le plus symbolique, c'est que ce congrès se soit tenu dans l'enceinte du Bureau international du travail[4], dont une des missions est *"d'accroître les possibilités pour les femmes et les hommes d'obtenir un emploi décent"*. Son directeur général, Juan Somavia, a, dans son discours d'accueil, remarquablement résumé les problèmes que pose l'insécurité économique et sociale à l'échelle mondiale. Pour lui la sécurité du revenu est un droit et donc les travaux du BIEN l'intéressent tout particulièrement car dit-il, *«nous vivons une époque de profonde insécurité économique et sociale qui affecte les peuples de toutes origines, dans toutes les parties du monde, un monde de profits pour un petit nombre et d'incertitudes multiples pour tous. C'est dangereux pour nous tous et on ne peut pas permettre que cela continue ainsi»*. Il poursuivit en affirmant que les pays démocratiques du Nord et du Sud devraient s'attaquer aux causes de l'insécurité économique et sociale, mais que leurs dirigeants parlent beaucoup et agissent peu. Si certains pays sont ligotés par des contraintes extérieures qui les empêchent d'agir, d'autres *«sont tellement amoureux du marché qu'ils ne peuvent même pas imaginer de solutions en dehors des limites étroites de la pensée économique néolibérale»*. M. Somavia rentrait de Johannesburg qui, nous a-t-il dit, a été une conférence difficile mais qui a posé la bonne question : *«comment le monde doit-il intégrer les politiques sociales, économiques et environnementales pour instaurer un développement durable ?»* Pour lui, je cite, *«la réponse à cette question place les solutions distributrices au cœur des programmes nationaux et internationaux.* […] *Et, à ce propos, ce que vous faites dans BIEN pour faire progresser une nouvelle idée de l'universalisme et de la solidarité à travers le droit à un revenu de* ● ● ●

1. *Basic Income European Network.*

2. *= le revenu garanti considéré comme un héritage.* Cet article et tous ceux qui ont été présentés aux divers congrès du BIEN peuvent être consultés sur le site de la GR, http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/

3. J.P. Mon, *Pour une conditionnalité transitoire,* BIEN, Genève, 2002.

4. L'organisation internationale du travail a été créée en 1919 par le traité de Versailles, en même temps que la Société des nations. Elle est devenue en 1946 la première institution spécialisée de l'ONU.

base, constitue une contribution directe aux travaux que nous menons au BIT pour élargir le concept de protection sociale». Après nous avoir appelés à être intellectuellement créatifs, innovants et à montrer que sortir des sentiers battus est le meilleur moyen de parvenir à un monde plus stable et plus sûr pour tous, M. Somavia a conclu son courageux discours par cette prévision optimiste : «*Le moment approche où vos idées deviendront le bon sens*».

Prolo, mon ami,

Si t'es prolo, ami, et si ton SMIC est court
pour nourrir tes deux gosses,
Si les vacances pour toi, c'est le bord du canal
où crèvent les poissons,
Si les vacances pour toi, c'est le petit coin d'herbe
en bordure du parking,
la télé sans... canal, ou les petits boulots
pour allonger la sauce...
Quand on manque de sous, la famille se plaint vite
de manquer de bonheur....
Tu as donc plein la tête des idées de rancœur.
Un peu floues. Dis-moi voir ? et tu mijotes un coup:
Avec ta vieille bagnole pourrie et déglinguée,
en allant où c'est riche,
exemple, vers la Paix, Foch ou Champs-Élysées,
pour te distraire, tu veux - c'est con, mais ça soulage -
te payer un touriste.
Attention, hors des clous et un américain
plutôt capitaliste!...
[…] Tu me l'as dit, c'est con, tu aurais des ennuis...
Reste plutôt chez toi et regarde un bon match.
C'est un analgésique qui calme le cher peuple,
en mal de socialisme.
[…] Laissons les boniments. Il y a mieux à faire.
Allons un peu plus loin. Affinons l'analyse
pour discerner les causes de ta «putain» de vie !
Pourquoi manquer de tout sur un tas d'marchandises ?
Oublie la «prise au tas», car ils te viseraient.
Ils aiment la mitraille.
Il me faudrait du temps, te parler du travail,
de la propriété, te parler de l'argent
qui te manque le plus et qui fait tant de mal....
bien d'autres choses encore…
Comme tu es mon ami, pour t'aider à comprendre,
car je voudrais t'aider, commencer à t'aider,
accepte ce cadeau. Tu vois cette revue ?
C'est la Grande Relève.
Mon père la recevait, qui y trouvait l'espoir…
Elle porte une pensée qui marquera l'histoire.
Je t'abonne. Veux-tu ?

Rémy Mourin, août 2002

LETTRE OUVERTE À

Monsieur le Ministre de l'Économie et des Finances,

Je vous prie d'excuser la liberté que je prends en vous écrivant. C'est la première fois que je m'adresse à un Ministre - et quel Ministre, celui de l'Économie et des Finances ! - car jusqu'alors je m'étais contenté d'écrire à des députés, ce qui n'a rien de déshonorant d'ailleurs. Bien entendu, je ne suis pas dupe: tel ou tel de vos collaborateurs, au reçu de cette lettre et à la lecture des premières lignes, se fera une joie de la froisser et de la jeter au panier, vous épargnant ainsi un haussement d'épaules si d'aventure elle vous était parvenue. Épaules que vous avez plus larges que celles de Monsieur Balladur, ce qui vous confère une autorité naturelle d'autant plus impressionnante que vous n'hésitez pas à jouer également du regard et de la mâchoire. Bref, vous n'êtes pas de ceux qui courbent l'échine - il se peut, d'ailleurs, que vous n'ayez pas l'intention de rester bien longtemps au gouvernement -, vous êtes un homme pétri d'expériences - pas toujours très heureuses, hélas ! - et décidé à démontrer que l'on peut être issu de la société civile et avoir des avis sur la société tout court.

L'un de ces avis vient d'attirer mon attention. Le 8 juillet dernier, sur les ondes d'Europe 1 - je ne boude pas le secteur privé, comme vous le voyez - vous avez résumé votre pensée en ces termes: *«Le système capitaliste est quand même le moins mauvais pour créer des richesses»* et vous avez ajouté *«même si ce système exagère parce qu'il ne sait plus s'arrêter dans ses développements»*. Mon café au lait n'a fait qu'un tour et je me suis surpris, l'heure suivante, à tremper ma plume dans l'encre: ou je noircissais quelques feuilles de mon bloc-notes ou j'assistais, impuissant, à la montée de mon taux de cholestérol. À mon âge, la santé passe avant tout et j'ai choisi la première solution.

*

Je suis au regret de vous dire, Monsieur le Ministre, qu'à mon humble avis, votre pensée a quasiment un demi-siècle de retard et que le problème n'est plus là.

Je ne m'arrêterai pas à la seconde partie de cette phrase dont l'euphémisme semble tout droit sorti d'un roman de la Comtesse de Ségur: *«Mon cher, tu exagères, tu ne sais plus t'arrêter dans tes développements»*. C'est ce genre d'invective qui, un soir, terrassera le système capitaliste, j'en suis persuadé. Contrairement à votre attente, je glisserai sur la seconde partie de votre phrase, car nous ne cessons, dans la *Grande Relève*, de dénoncer les "exagérations" de l'économie libérale.

Non. Ce qui m'intéresse, Monsieur le Ministre, c'est la toute première partie dans laquelle vous affirmez que le système capitaliste est le moins mauvais pour créer des richesses. Au risque de me répéter, je vous dirais: le problème n'est plus là. Et ce, pour trois raisons:

- La bienfaisante abondance qui, depuis les années soixante, a permis de faire face aux besoins élémentaires de la plupart de nos concitoyens, est devenue aujourd'hui synonyme de gaspillage d'énergie, de matières premières et de travail humain. À tel point que nous détruisons de plus en plus de produits alimentaires, phénomène dont on ne parle quasiment pas car ce n'est plus l'État français qui s'en charge comme dans les années trente, mais la Communauté Européenne, au prix d'un budget pharamineux supporté par tous les contribuables européens. À tel point que notre système fait passer à la trappe une quantité non négligeable de produits industriels, bon nombre de ces produits devenant obsolètes quelques mois après avoir été jetés sur le marché, parfois sans discernement aucun. Le problème n'est donc plus de créer des richesses à tout va, mais de maîtriser les sollicitations d'un système qui s'ingénie à faire naître de nouveaux besoins, au mépris parfois des impératifs écologiques les plus élémentaires. Mais, me direz-vous, cette maîtrise est inconciliable avec la démarche même du système capitaliste qui, à la manière des "Aveugles" de Brueghel, va droit devant lui. Je ne vous le fais pas dire.

- Vous évoquez la création de richesses, mais vous passez sous silence leur distribution. Or, c'est surtout là, depuis plus d'un demi-siècle, que le bât blesse et vous le savez mieux que personne: quand une entreprise est amenée à se restructurer et parfois même à mettre la clé sous le paillasson, c'est que la création de richesses n'entraîne pas automatiquement leur écoulement. Oseriez-vous dire *«le système capitaliste est quand même le moins mauvais pour distribuer des richesses»* ? Certainement pas. Or, cela aussi a son importance. À quoi sert de créer des richesses si leur écoulement, lié bien souvent à une lourde redistribution des revenus, fonctionne mal pour certaines catégories de la population ? À moins que vous teniez pour négligeables les faillites et licenciements, ainsi que le désarroi de vos confrères entrepreneurs et de leur personnel au

■ ■ ■ chômage ? À moins que la perspective de vivre un jour avec le Smic ne vous effraie pas ? quand on a connu un certain train de vie, je vous assure, c'est difficile…

- L'espace de quelques lignes, je vais être conciliant. Le système capitaliste est le moins mauvais pour créer des richesses ? Je vous l'accorde. Et la distribution des richesses n'est pas aussi inéquitable qu'on le dit ? Je vous l'accorde aussi. Cette concession étant faite, j'insisterais lourdement: le problème n'est plus là. Et ce, pour une raison qui n'a rien à voir avec la création ou la distribution des richesses. Mais avant d'en venir à l'exposé de cette raison - bien que ce qui va suivre n'y soit pas étranger - je vais vous faire un aveu, Monsieur le Ministre. Je suis fatigué. Non pas physiquement: à part quelques douleurs au genou droit, je ne me porte pas trop mal. Mais moralement. Je suis fatigué d'être plongé dans cet économisme ambiant qui me contraint à surveiller chaque jour les performances (!) du CAC 40, la montée imprévue du chômage, l'augmentation prévisible de la croissance en 2006, la baisse improbable des impôts jusqu'en 2007, la détresse du Tiers-Monde, les suppléments du *Monde*, les revenus scandaleusement élevés des grands patrons - oh! Pardon… Je suis fatigué, Monsieur le Ministre. Car depuis que le hasard m'a mis sur le chemin de l'économie distributive, je ne cesse de tourner la tête vers cette perspective qui intéresse de plus en plus des esprits avisés comme le vôtre. Vous ne me croyez pas ? Tenez, Monsieur le Ministre, pas plus tard qu'hier, je lisais et relisais dans mon quotidien préféré une interview de Monsieur Pascal Lamy, Commissaire européen du commerce, intitulée *«La réforme de la PAC. (Politique agricole commune) maintient une garantie de revenu agricole»*. Vous avez bien lu, Monsieur le Ministre, les agriculteurs de l'Union Européenne vont peut-être recevoir des aides au revenu *"découplées"* de la quantité produite ! Si cette mesure était adoptée, elle nous rapprocherait considérablement de l'économie distributive ! Ce qui n'est, pour l'instant, qu'une simple proposition a fait l'effet d'une bombe dans le monde agricole, à tel point que les deux syndicats les plus représentatifs des agriculteurs s'y sont opposés: la FNSEA qui a très bien compris que les aides aux gros agriculteurs allaient diminuer et la Confédération paysanne qui n'a pas compris que cette mesure favoriserait le développement rural et soutiendrait les plus petits producteurs. Admettons que cette mesure soit adoptée et appliquée non seulement au monde agricole mais aussi à l'ensemble des secteurs de la vie économique, il vous suffirait, Monsieur le Ministre, d'amener vos collègues européens à prendre une dernière mesure, ici, tout de suite, dans la nuit du 31 décembre, par exemple: remplacer notre monnaie circulante, thésaurisable, spéculative, par une monnaie spécifique qui s'annulerait au premier achat et perdrait ainsi ses facultés thésaurisables et spéculatives. Le ferez-vous ? J'en doute. Aussi vous demanderais-je, Monsieur le Ministre, de prêter la plus vive attention à l'exposé succinct de cette troisième raison qui m'a fait dire que le problème se situait désormais bien au-delà de la création et de la distribution des richesses. Voyez-vous, le vrai problème réside, à mon sens, dans le déferlement de plus en plus rapide d'objets de plus en plus sophistiqués sous couvert d'une croissance, mais aussi d'un progrès que nous ne retrouvons ni dans les comportements - c'est plutôt l'égoïsme qui prévaut - ni dans l'intérêt porté aux œuvres de l'esprit - c'est plutôt la vulgarité qui s'installe. Je suis persuadé que le système économique et financier que vous défendez, maintenant qu'il est sorti de la rareté et que vous et vos confrères parvenez de moins en moins à réguler, devrait passer la main - en triomphateur si vous le voulez - et laisser la place à des structures économiques et financières moins tournées vers le surgissement de l'objet et plus adaptées au développement harmonieux de chaque être humain.

Je sais, vous allez me dire que je rêve. Mais avant de vous quitter, je vais vous faire un dernier aveu: je suis fatigué d'écrire chaque mois dans la *Grande Relève* des articles que vous ne lirez jamais. Et pourtant ne comptez pas sur moi pour que je cesse ces enfantillages: il y va de ma conscience de citoyen.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

Roland Poquet.

M.Mer expliquant (sans doute après avoir lu cette lettre) l'économie distributive au Premier ministre.?

À propos de l'énergie éolienne dont il était, entre autres, question dans l'article de Jacques Hamon dans la GR N° 1024, J-F Amary souhaite apporter quelques précisions pouvant permettre de nuancer quelque peu l'opinion des lecteurs.

L'énergie éolienne

par Jean-François Amary

S'il est exact que la carte nationale des vents comprend les régions énoncées dans vos colonnes, il faut savoir que presque tout le territoire de notre pays présente un potentiel éolien intéressant. La meilleure preuve, c'est qu'on trouve des vestiges de moulins à vent dans bien d'autres régions, comme le Quercy, le Bordelais, le Lauragais, la Vendée, l'Anjou, la Beauce, la Champagne, le Poitou, l'Ile de France et je dois en oublier.

S'il est probable que les vents qui animent le ciel de ces régions ne sont pas tous capables de mouvoir des éoliennes géantes comme on en voit apparaître actuellement dans les pays anglo-saxons et plus timidement chez nous, il est par contre certain que jusqu'à l'avènement des machines à vapeur, ce sont ces antiques machines qui ont constitué la seule alternative aux moteurs "à sang" qu'étaient les hommes et les animaux. Il y avait bien entendu les moulins à eau. Pas en Beauce où aucune rivière ne coule et pourtant "grenier de la France", mais dans des régions comme le Quercy où ils étaient complémentaires dans la mesure où il y avait du vent en période de sécheresse, et vice-versa des réserves d'eau pour les périodes sans vent.

Si l'application la plus connue de ces machines est la mouture des céréales, il faut savoir qu'on les a utilisées pour broyer les couleurs et les épices, pour scier le bois et la pierre, pour pomper l'eau, pour draguer le port de Rochefort, pour ventiler les grains, pour fouler les textiles et la pâte à papier, pour animer des forges, cette liste est loin d'être exhaustive.

D'ailleurs, dans "l'autre pays des moulins", les Pays-Bas, où on en trouve 1.062 en état de travailler, ceux dont la fonction est de drainer les polders sont mobilisables à tout instant pour suppléer efficacement les pompes électriques ou thermiques, et des fonctionnaires sont rétribués pour les habiter et les entretenir.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que leur puissance, qui est variable puisqu'on trouve en Beauce des moulins dont les ailes ne dépassent jamais vingt mètres de diamètre, dans le Nord-Pas de Calais des moulins beaucoup plus grands, et aux Pays-Bas, des ailes qui peuvent aller de moins de dix mètres jusqu'à presque trente, convient tout à fait aux vents locaux.

Toute cette énergie quasiment gratuite, renouvelable et non-polluante pourrait aujourd'hui être utilisée dans les PME et les exploitations agricoles, ce qui éviterait les problèmes de transport. Souvenons-nous: la tempête de décembre 99 a anéanti une bonne partie des réseaux EDF, mais n'a abattu qu'un moulin, celui de Valmy qui à ma connaissance n'avait pas de meunier pour le défendre.

Eh oui ! aujourd'hui, il faut de la démesure, du gigantesque, du spectaculaire. Alors on construit des éoliennes difficiles à maîtriser en cas de tempêtes justement, et à entretenir. Les moulins à vent étaient entretenus par des spécialistes certes, mais avec des technologies universelles ne posant pas de problèmes écologiques ni sociaux. (Des arrêtés ont été pris cependant à certaines époques pour interdire de les construire trop près d'une voie de circulation où ils auraient pu effrayer les chevaux. Par ailleurs, il faut reconnaître que si le pain de meules est excellent pour la santé, la fabrication des meules était encore plus meurtrière pour l'homme que l'extraction du charbon.)

Mais mieux que mes discours, allez, mes amis, visiter les géants de Schiedam (banlieue de Rotterdam). Le va-et-vient des sacs de farine sera bien plus éloquent.

Allez non loin de là à Kinderdijk, vous serez époustouflés par les volumes d'eau hissés vers la mer par la simple force du vent.

Mais ne revenez pas en France sans visiter un moulin à scier le bois, à Leiden par exemple. Observez le mouvement des organes de bois et de fer. Essayez d'imaginer la puissance nécessaire pour mouvoir tout cela, afin de scier simultanément jusqu'à trois arbres différents en planches d'épaisseur réglable selon les besoins. La manutention des pièces de bois est effectuée elle aussi par la force du vent, et on a mis au point un freinage efficace qui comporte même un "arrêt d'urgence"! Vous constaterez qu'il n'est nul besoin d'automates programmables ni de consoles, de lasers et de logiciels, en reconnaissant néanmoins que l'usage de matériaux "nouveaux" comrne l'aluminium ou l'Ertalon, et l'application de découvertes liées à l'aéronautique constituent un plus très important pour ces "horloges géantes".

Je suis toujours sidéré en regardant des reportages TV sur les pays du Moyen et Lointain Orient, d'Asie et d'Afrique, de voir qu'il y a très ▪▪▪

souvent beaucoup de vent dans ces contrées. Au début des années 70, des copains qui allaient en Inde en 2 CV, c'était la mode à l'époque, m'avaient rapporté des photos de moulins à vent Afghans. Ils croyaient que c'étaient des ruines alors que ces tours à l'apparence "ébréchées" captaient des vents de direction constante. À la même époque, feu Jean Gimpel, médiéviste réputé, parcourait ces pays avec des modèles réduits de moulins à eau et de vis d'Archimède, pour démontrer aux peuples démunis qu'avec peu de moyens ils pouvaient tirer parti des cours d'eau pour alléger leur peine. Par ailleurs, la plupart de ces pays bénéficient souvent d'un ensoleillement remarquable, mais je vous fais grâce d'un développement sur ce sujet voisin et tout aussi attachant.

Voilà. Je vous prie de m'excuser d'avoir été un peu long. Mais soyez assurés que je ne suis pas rétribué par l'Office du Tourisme Néerlandais ni par Maître Cornille. Je voulais simplement rappeler que nous disposons de moyens, qu'il ne nous manque qu'un peu de volonté pour les mettre en œuvre, et que l'humilité est une vertu, y compris dans le domaine énergétique.

Je ne puis cependant pas prendre congé sans évoquer l'immense potentiel énergétique que constituent les déjections animales. La Bretagne est gravement polluée parce qu'on ne VEUT PAS les recycler écologiquement. Il existe pourtant bien des exemples de méthanisation et les ouvrages techniques la concernant sont relativement nombreux.

Vive le Roi!

Le roi Bhumibol Adulyadej

Foncièrement démocrate, je ne pensais jamais pousser ce cri, et pourtant c'est ce qui m'arrive aujourd'hui, en communion avec toute la Thaïlande. Ce pays bénéficie en effet d'un roi exceptionnel, qui dépense son temps et son argent dans toutes sortes de projets profitables pour son peuple: barrages, irrigation, reboisement, etc., pour lesquels il s'entoure des gens les plus compétents. Et s'il a aussi une ferme dans le parc de son palais, aucun point commun avec Marie-Antoinette: il s'agit d'une ferme modèle servant de centre de recherches pour des agronomes, des biologistes et autres savants.

Paradoxalement, tout serait parfait si la Thaïlande n'était une démocratie. Car le suffrage universel a hélas permis au bon peuple d'élire celui qui lui avait fait les plus belles promesses, ne doutant pas qu'il serait capable d'enrichir le pays comme il avait si bien su le faire pour lui-même. Naïveté de gens du Tiers - Monde ? Dans un pays voisin du nôtre, on s'y est tout autant laissé prendre ! Et chez nous ? Gardons-nous de juger prématurément un jeune gouvernement qui, de plus, est en vacances: à la rentrée nous allons voir ce que nous allons voir. En Thaïlande où cela ne se passe pas du tout comme cela avait été promis et surtout espéré, c'est le roi lui-même qui s'est fait l'écho des déceptions et des inquiétudes de son peuple, dans le discours à la nation prononcé pour son 74ème anniversaire devant un parterre de 18.000 personnes et toutes les chaînes de TV du pays.

En voici quelques extraits, dans la traduction de *Gavroche*, le magazine francophone du sud-est asiatique édité à Bangkok: *«Aujourd'hui, j'ai l'intention de parler de catastrophe et non de développement. Je crois que nous savons tous que notre pays ne se développe pas»*.

Cela ayant eu un effet visible sur le chef du gouvernement assis au premier rang, le roi alors d'enfoncer le clou: *«Je peux voir que le Premier ministre fait grise mine à ces mots. Il se peut qu'il soit contrarié, car il a l'habitude d'affirmer qu'il est content. Mais il s'agit peut-être d'un contentement extérieur et d'un mécontentement intérieur»*.

Puis, allusion à l'habitude de celui-ci de s'en prendre à tous ceux, économistes, banquiers, fonctionnaires, journalistes et autres, qui critiquent sa gestion: *«Chacun doit modérer son ego. Les gens se fâchent contre ceux qui ont des opinions différentes, mais ils devraient se fâcher contre eux-mêmes. Car nous devons être fâchés contre nous-mêmes quand nous disons une chose un jour, pour affirmer son contraire le lendemain»*.

Je connais peu de chefs d'État dans le monde, dont l'autorité morale, même si certains tentent d'y suppléer par un culot hors du commun, leur permettrait de donner de telles leçons. On dira que, d'une part, dans une dynastie, les qualités ne sont pas forcément héréditaires, et qu'en démocratie les électeurs peuvent revenir périodiquement sur leurs choix. Mais il leur faudra acquérir une sérieuse éducation pour ne pas se laisser tout aussi périodiquement berner par d'autres promesses tout autant illusoires. Notre conditionnement par la publicité ne va pas en ce sens. Et il serait sain, pour nous prémunir contre la propagande des périodes électorales, de nous entraîner chaque jour à décrypter les mensonges de cette publicité omniprésente et dont les concepteurs sont d'ailleurs souvent les mêmes, ce que faisait si plaisamment Coluche.

Le risque d'un "fuhrer" ou d'un "duce" malfaisant reste malheureusement toujours réel, même lorsque ce sont les peuples qui délivrent les permis de conduire.

Paul Vincent.

Néo-colonialisme

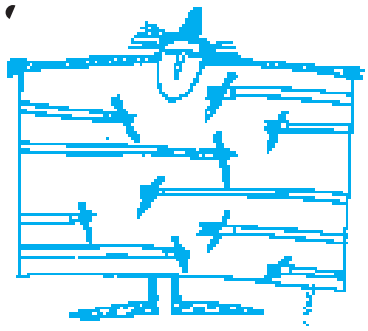
En boxe, un "poids coq" ne pourrait combattre un "super lourd" : si leur entraînement peut se faire dans une même salle, sur le ring, chacun combat un adversaire de sa catégorie.
En ce qui concerne la mondialisation et son appendice le marché, c'est tout le contraire : toutes les catégories sont en concurrence et que le meilleur gagne ! Comment s'étonner que dans de telles conditions, les plus forts l'emportent, autrement dit, les pays du Nord ?
Une mondialisation menée selon les principes de la boxe irait à l'opposé du déséquilibre actuel qui s'est installé, en s'amplifiant, entre les pays du Nord et ceux du Sud.
Un exemple du déséquilibre : pour que les exploitations étas-uniennes produisant du coton restent rentables, l'État les subventionne. Résultat : la production est excédentaire; la moitié part à l'exportation pesant ainsi sur les cours mondiaux avec pour conséquence l'appauvrissement des producteurs de coton, notamment maliens, qui restent avec leur production sur les bras, sans pouvoir attendre de subvention car elles sont interdites par le FMI, au nom de la libre concurrence. Même chose pour le maïs états-unien qui envahit les pays africains, déficitaires en maïs, limitrophes de la Zambie qui, elle, est excédentaire mais ne peut vendre car non compétitive.
Un commerce mondial qui respecterait le niveau économique de chaque pays pour ne pas le déstabiliser serait plus équitable que ce que l'on observe aujourd'hui. Mais on en est loin et se servir comme le font les pays du Nord des instances internationales (FMI, Banque mondiale) pour obliger les pays du Sud à s'aligner sur leurs conditions, en ne leur laissant pas d'autre choix, a un nom : le néo-colonialisme.

Jean Le Rigolleur.

La rafle du cac 40

Dans ce radeau de la méduse qu'est le néo-libéralisme, des individus s'emploient à se débarrasser de leurs congénères, les condamnant à une mort certaine, au moins psychologique et sociale, afin de garder pour eux les bénéfices de cet agencement meurtrier du monde. Alors que leur seul tort est d'être nés, ils sont exterminés par "servitude volontaire". Ce mécanisme fonctionne à plein rendement.
À regarder autour de soi, à scruter les chiffres du capitalisme, même manipulés (à l'instar de ceux de "feu" le *Gros plan* soviétique), il ne semble pourtant pas qu'il y ait rupture de stock dans le secteur de "l'éponge à la haine", c'est-à-dire de l'argent. Mais, bien entendu, le capitalisme cynique (baptisé néo-libéralisme) organise les pénuries sectorielles pour mieux asseoir sa domination; l'orchestration de la lutte de tous contre chacun au royaume des gueux est le plus sûr moyen de faire monter le CAC 40, nouvelle idole, susceptible d'accroître le nombre d'adeptes de la secte et d'en faire prospérer les fonds.
En France, le triomphe sans précédent de la secte des affairistes doit beaucoup au remarquable dévouement, depuis 20 ans, des nouveaux convertis arrivés au pouvoir de l'État et devenus les plus zélés propagandistes de "l'ordre nouveau". D'autant plus efficaces qu'ils se prétendaient des leurs, ces inquisiteurs ont mené une véritable guerre de régression sociale contre les exploités, éradiquant tout ce qui menaçait d'entraver les succès de la "nouvelle orthodoxie". Pour les détruire méthodiquement, il s'est agi de discréditer la mémoire, la culture, la praxis et l'honneur populaires (histoire des luttes, fierté, culture et traditions de solidarité, transmissions intergénérationnelles de réflexes de résistance à l'agression capitaliste, d'organisation, de tactiques et méthodes de combat…). On peut en mesurer aujourd'hui les effets.
On ne soulignera jamais assez la veulerie, la myopie, l'amnésie, la servilité, la corruption des élites, aux premiers rangs desquelles les intellectuels et autres créateurs-artistes en cour, qui ont prêté la main, encensé, sanctifié, au nom de…"la modernité", ces attaques tous azimuts. Ils ont légitimé, de la même façon, les expéditions et massacres militaires auxquels l'armée française a participé au cours de cette période, instaurant le droit du plus fort, en lieu et place des principes élémentaires du droit international.
Voici les états de services de cette gauche :
- championne, toute catégorie, des privatisations en France,

• • •



- leader de la baisse des contributions fiscales et sociales,
- systèmes de protection sociale et services publics, de ce fait, fragilisés pour mieux justifier leur démantèlement ultérieur,
- numéro 1 des restrictions salariales (dont le SMIC) et de la précarisation du travail,
- très performante en matière de démantèlement du droit du travail.

Autant de hauts faits qui lui valent d'être encensée par les plus importantes revues, celles du business américain notamment.

C'est aussi l'éloge de "la France qui gagne" et son pendant, le silence méprisant pour les "loosers", vite stigmatisés, désignés comme responsables de leur sort : "pas de pitié pour les gueux"!

Les effets sociaux de la politique menée par ces précieux collaborateurs de la mondialisation capitaliste (qui est la mise en coupe réglée de la planète) sont, logiquement selon ce bréviaire, attribués aux individus et à leur famille. C'est le cas pour la délinquance ordinaire : une répression policière et judiciaire de plus en plus virulente est organisée (les détentions provisoires et incarcérations de mineurs connaissent des sommets). Alors qu'à l'évidence, s'il faut de la police partout, c'est parce que la justice (sociale en tout premier lieu) n'est nulle part.

Quant aux empêcheurs de mondialiser (lire saccager la planète) en rond, ils se heurtent, par exemple à Göteborg et à Gènes, à des mobilisations militaires de vaste ampleur avec meurtres, emprisonnements, amendes lourdes… "pour l'exemple" (dernières en date : mise en détention de J. Bové et amendes exorbitantes pour les anti-OGM).

Sur ce champ de ruines, historique, culturel, économique et social, en apothéose à leur règne, la prétendue gauche et ses affiliés sont parvenus (c'est le mot qui leur convient le mieux !) à offrir à la jeunesse, en guise d'éducation civique et comme premier acte citoyen, le vote Chirac ! Ce carriériste politicien, dont le parcours comporte nombre de coups tordus, de "bruits et d'odeurs", a été érigé à cette occasion, en "sauveur de la République" (!), en "rempart contre l'extrême droite" (le combattant suprême disait-on sous d'autres latitudes…) !

C'est vrai qu'il est bien des leurs, ce Chirac, bien de leur monde… droite et gauche affairiste réunies, les cohabitations successives, pas dans les pas, connivences "main sur l'épaule" le prouvent jusqu'à l'écœurement. Comme eux, c'est un toxico qui se shoote à la plus abominable des drogues dures "l'avidité du pouvoir" avec tout ce qui l'accompagne (mensonge permanent, corruption, truanderie en tout genre, la loi du milieu en somme !).

Chirac? Jospin? Qu'importe, ce n'est pas d'aujourd'hui que Le Pen se réjouit de la "lepennisation des esprits" sous la houlette des sus-nommés, et de la mise en œuvre, à peine aseptisée, de nombre de ses idées (telles que domestication des syndicats, privatisation généralisée, omniprésence policière, lutte anti-immigrés…).

On ne peut qu'être perplexe, en effet, devant l'agrégation des anti-Le Pen qui se donnent le frisson d'être les nouveaux héros d'une "guerre contre le fascisme", alors que le "*no pasaran*" vise maintenant les pauvres, les réfugiés et les immigrés et ce, avec l'assentiment de nombre d'entre eux, puisqu'ils s'accommodent fort bien de leur ghettoïsation, des enfermements, des expulsions… et autres doubles peines.

D'ailleurs, de la part de cette "gauche de marché", les premières prises de position face aux mesures réactionnaires du gouvernement Raffarin sont pour le moins mesurées, quand elles n'expriment pas une sorte de dépit envieux de n'y voir qu'un simple prolongement de leur propre politique.

Le terrain a donc été dégagé depuis des années, les "classes moyennes et les forces vives" (sic!), les seules valant encore quelque chose sur le marché électoral (dixit DSK, ce penseur de gauche pour lequel les prolétaires ne présentent aucun intérêt), ces catégories vont donc continuer à guigner vers "le haut de la pyramide", à magouiller à l'école et ailleurs, "au nom de l'intérêt de leurs enfants" (!) qui doivent *réussir* (c'est-à-dire assouvir les désirs de leurs géniteurs). Qu'importe si leurs misérables stratégies détruisent un peu plus l'école commune et la ghettoïsent davantage, pour eux, c'est toujours "Allez les bleus !" Dans les quartiers de relégation de l'ordre franco-européano-mondialo-américanisé, les uniformes vont se multiplier. "On est les champions !" du nombre de flics par habitant (comme des exportations d'armes par habitant… surtout vers le tiers-monde !).

Hélas, la "peste émotionnelle" s'inflitre dans toutes les strates de notre société… Schizo, comme le salarié lambda qui exige plus de rentabilité, c'est-à-dire d'être plus exploité afin que prospère son fonds de pension (pardon, novlangue exige, "d'épargne salariale"), le "citoyen epsilon" réclame toujours plus de flics, plus de répression tous azimuts contre ceux qu'il ne parvient plus à voir comme ses semblables, afin que s'affermisse ce qui est à l'origine-même du délabrement de sa vie : une exploitation capitaliste toujours plus féroce, la spoliation des hommes et de la nature, et la misère qu'elle engendre pour le plus grand nombre… Ces "rafles du CAC 40" qui permettent aux prédateurs d'accumuler les richesses les plus ostentatoires…

Pour demeurer humains face à ces rafles ignobles, comme le furent d'autres en leur temps, il n'est d'autres voies que de s'insurger et résister sans cesse.

Que votre journal persiste et signe dans ces voies !

Claude Robin.

Zano, saint patron des libéraux !

Les libéraux mélangent allègrement libéralisme et liberté, comme si c'était la même chose : le point de vue d'un professeur d'économie politique internationale d'une université du Maryland, F. Fukuyama[1], *«craquements dans le monde occidental»* publié à la Une du *Monde* du 16 août est une anthologie du genre.

Si je suis cette logique, spiritualité et spiritueux doivent faire partie du même spiritualisme et Cinzano doit être digne de recevoir les prières libérales.

Cet humour un peu "con" est du même niveau que le bourrage de crâne auquel je ne peux pas me soustraire si je veux m'informer et lire un journal.

Je suis triste aussi de voir l'édito de la dernière GR, je l'aime beaucoup cet édito, ce qui me rend triste, c'est que Marie-Louise soit amenée à devoir consacrer deux pages pour rappeler des évidences et des lieux communs, tellement les outils d'information et de réflexion qui ne sont pas payés par la pub ont à ramer à contre-courant pour simplement informer, donner les éléments de base de notre réflexion.

Cette tristesse, bien teintée de colère, me donne envie d'aller un peu plus loin et m'amène à réfléchir sans illusion sur le sous-titre de notre *«mensuel de réflexion socio-économique vers la démocratie en économie»*. Pour ma part je supprimerais *"en économie"* pour trois raisons :

• 1. je suis pour la démocratie et pas seulement en économie ; le fait que le terrain privilégié de la GR soit socio-économique est déjà indiqué dans la première partie du sous-titre : *«réflexion socio-économique»*.

• 2. le fait d'ajouter un élément qui qualifie de quelle démocratie on parle a beaucoup plus de chance de réduire cette démocratie que de l'enrichir : démocratie de proximité, démocratie chrétienne, démocratie libérale, démocratie parlementaire, démocratie populaire… enlèvent souvent du poids à la démocratie tout court, c'est démocratique ou pas démocratique, point.

Cela me rappelle une histoire : j'avais demandé à un apprenti de cintrer un angle à 90° sur un tuyau de cuivre : il revient tout fier avec son tuyau en disant qu'il avait réussi.

— *Tu es sûr que tu es à angle droit ? tu as bien 90° ?*

— *Oh ! oui ! même plus !*

C'est un peu pareil : si c'est plus que démocratique, ce n'est plus démocratique. Il en est ainsi pour le principe d'égalité quand certains s'estiment plus égaux que d'autres.

• 3. cela pose le problème : si nous avons un mensuel de réflexion *vers la démocratie*, cela sous-entend que nous n'avons pas la démocratie et …c'est bien ce que je pense.

D'accord avec ceux qui soutiendront que c'est mieux que si c'était pire, seul argument que j'entends dans l'ensemble des débats qui se veulent politiques. Est-on en démocratie ou non ? Je ne reviendrai pas sur le référendum anti-Le Pen qui nous a tenu lieu d'élection présidentielle mais propose à votre réflexion une citation de mon quotidien d'information et de publicité favori[2]à propos de Carnac :*«l'Etat procède à une enquête publique… 87% des habitants se disent défavorables au projet - mais les réponses ne sont pas assez nombreuses pour être significatives, rétorque-t-on du coté de l'administration»*. J'ai déjà entendu quelque chose du même style à propos du référendum en Irlande sur son adhésion à l'Europe quand il n'a pas donné le résultat souhaité.

Est-on en démocratie ? Qu'est-ce que la démocratie ? N'est-il pas intéressant de mener une "réflexion socio-économique vers la démocratie" ?

Marc Devos

RÉPONSE. Nous sommes bien d'accord sur le fond. La question du sous-titre est de savoir quelle idée il en donne à quelqu'un qui aborde le journal par ce titre. Voici notre raisonnement : Dans la majorité des cas où le mot démocratie est employé il évoque les décisions d'ordre *politique* et désigne les pays qui ne sont pas soumis à une dictature. On pense donc que les débats sur la démocratie consistent à en définir les modalités, et, le plus souvent, qu'il s'agit même des modes d'élection des représentants politiques car les "démocraties existantes" sont toutes *représentatives*[3] et souvent illusoires, comme c'est le cas des États-Unis, cette "démocratie" dont on comprend qu'elle est, en fait, une dictature de l'argent quand on sait le poids des lobbies dans les élections[4].

Par contre, pratiquement personne n'imagine que les peuples pourraient être consultés à propos de décisions aussi essentielles que les choix économiques (l'ouverture de crédits entre autres). Ce domaine est généralement considéré comme réservé aux "experts", les grandes orientations que prennent les entreprises sont leur affaire : puisque leur compétitivité, leur développement et leur survie en dépendent dans le système actuel, c'est à elles de faire les choix, et seul le marché sera juge après.

En enfonçant le clou par ce sous-titre, nous avons voulu attirer l'attention sur ce que nous apportons d'original. Comme on ne peut pas tout rappeler dans un sous-titre, évoquer par exemple notre revendication de la reconnaissance de droits économiques universels ou notre volonté de voir la masse monétaire légale gagée sur la production, etc, il nous a semblé que ce seul adjectif ajouté pouvait souligner cette particularité de notre démarche…

Que les lecteurs donnent leur avis et si pour la plupart, ces avis appuyent vos arguments et jugent les nôtres infondés, cet adjectif estimé inutile sera supprimé.

1. Déjà connu pour son ouvrage, *La Fin de l'Histoire*, paru peu après la chute du mur de Berlin.

2. *Le Monde* 11/8/ 2002, p. 18

3. *Nous en louons d'autant plus les actions qui se sont développées, par exemple à Porto Alegre,* (voir GR 1008, pp 8 et 9) *pour les renforcer d'une démocratie* ***participative.***

4. *Celui des sociétés pétrolières dans le cas de G.W.Bush par exemple.*

Jamais les événements n'ont donné autant raison aux distributistes, militant et défendant ce concept, à travers ses bases, ses piliers fondamentaux que vous faites fort bien de rappeler de façon succinte dans la Grande Relève. Le rappel "Avez-vous pensé à ceci?" dans ce numéro 1024 est d'une limpidité éclatante. À moins d'avoir de la m... dans les yeux, tout un chacun peut et se doit d'en tirer les enseignements qui en découlent, car nous sommes tous concernés. "Changer ou disparaître", telle est l'alternative à laquelle se trouve confrontée l'humanité. Ce slogan, auquel il faut ajouter "l'insurrection des consciences", fut l'un des seuls crédibles et courageux lancé lors des deux dernières campagnes électorales. Ce fut celui de Pierre Rahbi, habitué aux grands débats publics, et qui pose pourtant une interrogation : j'ai eu l'occasion de l'interpeller lors de sa campagne, à Nantes où il avait fait salle comble, pour lui demander s'il était contre le profit financier, via la spéculation, etc. Embarrassé, il répondit qu'il ne fallait pas trop de profits… seulement un peu !!! Les distributistes présents dans la salle n'eurent aucune peine à conclure : à l'instar d'Attac, des antimondialistes, etc., Pierre Rahbi, au demeurant humaniste et homme respectable, n'est pas pour autant anticapitaliste, comme au premier abord, on pourrait le croire. Dans ces conditions, une insurrection des consciences, pour quel changement? En réalité, tous… ces tribuns qui entraînent des foules, laissent entendre que l'on peut amender les structures de plus en plus criminelles du capitalisme de façon à le rendre plus vivable, moins pernicieux, ce qui en fait consiste à demander au renard de manger moins de poules !

J'attire ici l'attention de tous les camarades sympathisants et autres pour l'économie distributive, se posant la question, s'interpellant, s'autocritiquant sur le fait que nous mobilisons peu par rapport à ces divers mouvements qui enthousiasment et entraînent des foules. C'est tout simplement parce que nous nous attaquons aux causes, voire à la cause des causes des malheurs économico-sociaux qui frappent les peuples, détruisent la vie sur la planète, etc. j'ai nommé la monnaie, de sa création perverse et criminogène. Tandis que les organismes anti ceci ou cela, caritatifs, humanitaires, s'attaquant uniquement aux effets dudit système, qu'ainsi ils pérennisent, ils dérangent moins!

Le courage implique de franchir le rubicon de cette monnaie esclavagiste, sans quoi les bateleurs de foire auront beau crier "le bateau coule", non seulement, ils ne l'empêcheront pas de couler, mais ils couleront avec! (et nous aussi, bien entendu!). C'est pourquoi, continuons le combat en faveur du distributisme, ne baissons pas les bras, aussi ardue que soit la tâche. Dans cet esprit, avec l'enthousiasme d'un toujours jeune (bientôt 80 berges), je vous félicite et encourage d'être présents, avec un bravo à la GR pour la rédaction d'articles et d'analyses objectives irréfutables.

Le citoyen sur la brèche,
A.B., Le Pellerin.

***

Je ne suis pas sûr (cela me semble, honnêtement, un peu un postulat presque théologique, en tout cas malgré le nombre d'années que je vous lis, je n'ai toujours pas bien compris le caractère fondamental de cette exigence) que la seule solution pour entrer dans une économie distributive passe par la suppression du système monétaire actuel au profit d'une monnaie s'autodétruisant à l'usage. Pour en revenir à votre dernier éditorial, il ne me semble pas scandaleux d'exiger, comme Attac (dont je suis aussi adhérent), la suppression des paradis fiscaux, sans remettre pour autant en cause, et dans le même mouvement, la possibilité pour les banques de créer de la monnaie. Des banques peuvent en effet être mutualistes, et gérées démocratiquement. Car s'il était impossible de commencer par exiger ceci sans immédiatement exiger cela (qui serait plus difficile à faire passer) cela reviendrait à l'attitude du tout ou rien… posture qui pour noble, pure et éloquente qu'elle soit, est rarement efficace. En tout cas, il me semble qu'il y aurait à revenir là-dessus. Si j'en ai le temps, je reviendrai sur ce sujet, mais il serait sans doute plus efficace et clair que vous y reveniez vous-même, puisque vous y réfléchissez depuis plus longtemps que moi.

C.S., Neuwiller les Saverne.

RÉPONSE. Ce que je reprochais à ce membre du bureau d'Attac c'était de refuser de nous lire, rejetant ainsi, a priori, tout débat sur ces questions.

Des banques, effectivement, peuvent être *gérées* démocratiquement, mais leur façon de gérer ne modifie en rien le principe : la création monétaire par les banques privées est "à but lucratif" et c'est ce qui impose la croissance, la rentabilité. Tant que l'opinion sera tenue dans l'ignorance à ce sujet, elle n'en mesurera évidemment pas les conséquences. C'est à force d'y réfléchir que nous en avons compris l'importance, et pris conscience que la suppression des paradis fiscaux, de même que bien d'autres réformes et re-réglementations évidemment nécessaires et que soutient, *avec raison*, Attac par exemple, ne suffit pas, parce que c'est *l'orientation* de toute activité qui demeure faussée, c'est *la motivation* qui est dévoyée par la nécessité d'une croissance à tout prix.

Pas un parti politique, à notre connaissance, pas même les écologistes, n'osent s'attaquer, sans doute parce qu'il rebute à ce problème "capital" .

Mais d'autres facteurs agissent dans le sens de cette prise de conscience de l'opinion à laquelle nous nous sommes attelés: la croissance sur laquelle est fondé le capitalisme a des limites qui sont de plus en plus manifestes, comme je l'évoquais dans le dernier numéro: les agriculteurs ne peuvent plus vivre de la vente des denrées alimentaires, alors même que des millions de gens souffrent de la faim. Vont-ils choisir de se vendre en se convertissant pour fabriquer "ce qui paie", des cosmétiques par exemple? Ou bien vont-ils accepter d'être payés pour vivre et faire vivre, en entretenant la terre, ce qui serait l'amorce d'une économie non plus financière mais distributive?

M-L D.

***

Les faits sont têtus et plus que jamais, c'est ma conviction profonde, ils ne font que démontrer que la pertinence de l'économie distributive est incontournable.

E.D., Marseille.

***

J'ai toujours plaisir à vous lire ; beaucoup de réflexions, d'informations, de données chiffrées, d'analyses qui ne font guère "les Unes" des autres publications. En effet, alors que le capitalisme mondial totalitaire, s'appuyant sur le prétexte d'une lutte pseudo anti-terroriste, étend son empire, comment résister, alors qu'au quotidien la propagande martèle la novlangue de ce pouvoir ? Eh bien la GR apporte son indispensable contribution à ceux qui veulent respirer et répandre un autre "air". Merci.

C.R., Chartres-de-Bretagne.

• • • rentables sont étouffées. On a peur que de nouvelles techniques suppriment des emplois pénibles, mais on crée des emplois inutiles, voire nuisibles, dans la publicité par exemple, parce qu'ils aident à forcer la vente en abrutissant les clients. Le développement d'un pays est décidé pour le profit de gros investisseurs internationaux, au mépris du développement des peuples. Partout la spéculation monétaire est devenue plus rentable que la production.
Tous ces préjudices, ces crimes et ces absurdités doivent remettre en question les fondements du système économique qui domine nos relations sociales. Mais il faut pour cela surmonter la croyance, volontairement répandue, que le capitalisme, devenu universel, résulte de lois économiques aussi éternelles que celles de la nature, et que l'économie et la finance sont des "chasses gardées", des sciences si compliquées qu'il est impossible au grand public de les comprendre et de les remettre en cause.
En fait, le système actuel est parti d'un ***postulat faux***, celui selon lequel l'intérêt égoïste de chacun mène naturellement, comme par miracle, à l'intérêt général.
Il faut lui substituer le principe selon lequel nous sommes ***tous cohéritiers*** d'un patrimoine qu'il s'agit d'améliorer autant que possible et de transmettre aux générations futures après en avoir partagé équitablement l'usufruit.
Au système capitaliste il faut par conséquent substituer **l'économie distributive,** organisée pour que chacun ait la possibilité de choisir son activité et défendre son intérêt, au sein d'un débat où *tous* les points de vue, et non plus seulement celui de la rentabilité financière, pourront enfin être pris en considération.

Qu'est ce que l'économie distributive ?

En économie distributive, ou économie des besoins, tout citoyen a un droit et un devoir. Son droit, c'est l'assurance de recevoir sa part de l'usufruit du patrimoine commun; il se matérialise par la garantie d'un pouvoir d'achat suffisant pour vivre décemment. Son devoir, c'est de participer à la vie de la société à laquelle il appartient, dans la mesure de ses moyens et selon les besoins de cette société. Il doit donc consacrer une partie de son temps à des activités qu'il choisit selon ses aspirations, dans la mesure de ses aptitudes et en fonction des besoins des autres.
Ceci implique de changer :

• les revenus :
Le compte de chacun est régulièrement crédité de son *revenu social*, qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier. Le montant de ce revenu de base est le même pour tous au même âge. Toutefois un revenu supplémentaire, personnalisé, peut être envisagé dans le cadre du *contrat civique*.

• la monnaie :
La monnaie distributive perd sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de transport. Monnaie de consommation, gagée sur la valeur des richesses produites, elle n'a pour but que de distribuer équitablement la production, tout en laissant à chacun la liberté de choisir ses achats. Le paiement d'un bien ou d'un service donne lieu à un débit du compte de l'acheteur et sert au fournisseur à gérer la distribution dont il a la responsabilité. La technique électronique est prête pour cet usage.

• le travail :
Le travail nécessaire à la production, de même que toute activité utile aux autres, entre dans le cadre du contrat civique qui définit la participation de tout individu majeur à la vie de la société dont il fait partie, et qui lui verse son revenu.

et le contrat civique ?

Au cours de son existence, la participation d'un citoyen à la vie de la société doit en effet pouvoir prendre les formes les plus diverses et les plus variées. Chacun doit pouvoir alterner ou mener de front des activités de formation, de production, de gestion, de participation aux décisions politiques etc., avec des années sabbatiques, pour voyager, se recycler, ou s'occuper à sa guise.
Les contrats, qui sont proposés pour une période donnée, leur acceptation, leur renouvellement et leur modification, sont l'objet des débats de conseils dans lesquels les usagers sont au moins aussi bien représentés que les spécialistes (de la profession concernée, de la santé, de la gestion, de l'environnement, etc.) de façon à ce que tous les aspects d'un contrat puissent être pris en considération.
Sièges de la politique économique et de la création monétaire, ces conseils fonctionnent selon le principe de subsidiarité. Ils ont soin de veiller à ce que toute proposition de contrat soit largement publiée à l'avance, de même que les offres de contrats, et enfin que des aides soient mises à la disposition du public pour les préparer ou pour les présenter.
En proposant sa contribution, chacun définit aussi les investissements dont il a besoin et, éventuellement, il estime et justifie le supplément de revenu personnel qu'il en attend.
Il importe que des clauses aient été prévues par ces contrats pour éviter qu'en cas d'échec, des investissements se transforment en friches.
Évidemment, pour la majorité des gens en activité, le contrat civique peut consister simplement à exprimer leur souhait de continuer, en demandant éventuellemnt une amélioration. Et des contrats peuvent venir d'un groupe de personnes offrant de s'associer dans une entreprise qu'il leur appartient de définir en commun.

– la démocratie en économie !

Il devient ainsi possible de gérer démocratiquement l'économie, c'est-à-dire de la mettre non plus au service de l'argent, mais à celui de la population, producteurs aussi bien que consommateurs, et aussi d'établir une véritable prospective[1].
Les contrats civiques, publiquement discutés et décidés, permettent en effet :
- l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins[2], des moyens nécessaires, disponibles ou à investir, et des relations d'échange avec l'extérieur;
- l'évaluation des tâches correspondant à cette production, tenant compte des meilleures méthodes connues, des contraintes (d'environnement par exemple) et des recherches à faire ; ceci pourrait amener, en cas de nécessité, à définir la durée d'un service minimum à effectuer dans la production;
- l'évaluation des coûts, celui de la production (dont les prix sont fixés par contrat) et celui des investissements nécessaires à cette production et aux services publics.
Le montant total des revenus à distribuer à l'ensemble de la population est par principe égal à celui de la production mise en vente.

C'est au débat politique de fixer le rapport entre le montant total du revenu social indifférencié et celui des revenus personnalisés destinés, si nécessaire, à encourager ou stimuler l'innovation.

1 *c'est-à-dire d'avoir les informations objectives nécessaires pour choisir vers quel avenir s'oriente l'économie générale. Ce qui est loin d'être possible actuellement !*

2 *Ne pas oublier que la vente n'étant plus faite pour le profit, elle est libérée de la pression publicitaire. C'est ce qui permet aux detaillants d'évaluer les besoins d'après la façon dont les revenus sont dépensés.*

DOCUMENTS DISPONIBLES :

• **KOU, L'AHURI OU LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**. Un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge par C. Delmotte en 1996. Dans un style caustique, il dénonce (déjà !) le conservatisme des économistes classiques (prix 9,90€).

• **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**, écrit par Marie-Louise DUBOIN sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer les mécanismes. Publié aux éditions *Syros*, puis réédité au Canada par *Voici la clef* (prix 16,70€).

• **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**, pour lancer une discussion, le texte d'une conférence d'André PRIME. (3,80€)

• Un ancien numéro spécial donnait un résumé un peu moins bref de nos thèses : **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS** (janvier 1992);

-D'autres numéros spéciaux contiennent des dossiers toujours actuels (Trois sont épuisés : •LA TROISIÈME VOIE,• LA FIN DE QUEL TRAVAIL ? • L'INTOX SUR LES FONDS DE PENSION, mais on peut en faire des photocopies sur commande, à titre plus onéreux), il reste :• **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?** (N°972, décembre 1997, 2,20€).

• Une bande dessinée par Jacques VIGNES-ELIE : **ET SI ON CHANGEAIT ?** (3,80€).

Site internet : **http: //perso.wanadoo.fr/grande.releve/**

Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

TARIF DES ABONNEMENTS

pour un an, 11 numéros, un exemplaire :

France (régime intérieur pour la Poste) .21,47 €.

DOM .....23,45 €.

TOM .....26,20 €.

Pour plusieurs numéros, nous consulter;

Extérieur,

suivant les zones de la Poste,

nous consulter.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de

La Grande Relève

par CCP :

N° 13 402 39 M Paris

ou par mandat ou chèque bancaire adressé :

BP 108

78115 Le Vésinet Cédex.

Avez-vous déjà pensé à ceci ?

L'humanité est confrontée non pas à une crise, mais à une véritable mutation, plus profonde et bien plus rapide que toutes celles qu'elle a déjà connues, celle du néolithique par exemple. Le développement des techniques de production est tel que de puissantes machines, automatisées, informatisées, peuvent *remplacer* désormais le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituer non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités logiques de son cerveau.

Fruit des efforts accumulés génération après génération, ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Or le système économique en vigueur le transforme en catastrophes. Comment organiser la nouvelle civilisation pour mettre cet héritage au service de tous, pour que cette multitude d'esclaves mécaniques et programmés permette enfin à chacun et chacune d'entre nous de devenir un(e) véritable citoyen(ne), libre et responsable ?

Bref comment transformer ces progrès scientifiques en progrès *social* ?

Le nombre d'heures de travail annuel d'un ouvrier est passé de 5.000 en 1.850 à environ 1.600 actuellement. En dépit de la croissance démographique, cette diminution du temps de travail s'est accompagnée d'un formidable accroissement de la production, qui, au plan mondial et par habitant a été multipliée par 2,5 entre 1960 et 1990.

Rien qu'en France, le nombre total d'heures travaillées est passé de 40 milliards en 1973 à 35 milliards en 1990 et la PIB au cours des dix dernières années s'est accrue de 1.350 milliards de francs, soit en moyenne de *200 francs par personne et par mois*.

Conséquences dans le système actuel

Le système économique actuel, issu des conceptions des économistes classiques, est organisé autour de trois principes dont les conséquences n'ont fait qu'empirer au cours des quelque 200 ans pendant lesquels ils ont sévi. Ce sont :

• **1 *la rareté*, qui fait la valeur commerciale des produits mis sur les marchés.**

Ainsi on abandonne des cultures vivrières, mais on produit et on vend très cher des drogues et des armes de tout genre, qui mettent en danger toute vie sur la planète. Des populations entières sont décimées, mais quelques riches amateurs ont les moyens de mettre des dizaines de millions d'euros pour acheter, par exemple, un seul tableau.

• **2 *le salariat*, qui est la seule façon honnête d'avoir accès aux moyens d'existence, pour les gens qui trouvent à se vendre sur le marché de l'emploi.**

Ainsi, lorsque des appareils perfectionnés produisent sans labeur humain, les salariés "dégraissés" ne peuvent plus acquérir une part de cette production. Leur exclusion ruine du même coup ceux qui perdent leur clientèle. Des gouvernements tentent de surmonter cette "crise économique" par redistribution, mais cela développe chez ceux qui payent impôts et taxes, le sentiment d'être volés des fruits de leur travail, et chez ceux qui en bénéficient, le découragement et l'humiliation de se sentir assistés. Et, dans un monde de plus en plus riche, se développent la révolte, la délinquance et la violence.

• **3 la toute-puissance dont bénéficient les banques à qui les États ont abandonné le pouvoir *d'émettre la monnaie légale*, sous forme de crédits.**

Ainsi, les investissements ne sont décidés qu'en considération d'un seul critère, *la rentabilité financière* et les crédits ne sont accessibles qu'aux entreprises qui pourront les rembourser, et avec intérêt. La croissance et la vitesse deviennent obligation, même si c'est au prix d'actes préjudiciables à la société, à la santé, à l'environnement. Les ressources naturelles sont gaspillées si cela est source de profit financier, tandis que des innovations qui ne seraient pas • • •

Les 358 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 2,3 milliards les plus pauvres.

suite au dos